



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 11/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MEA INDUSTRIES

25 Avenue Jean Prouvé
88100 Saint-Dié-des-Vosges

Références : S-24-786RP

Code AIOT : 0006202460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement MEA INDUSTRIES implanté 25 Avenue Jean Prouvé 88100 Saint-Dié-des-Vosges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale 2024 " prévention des pertes Granulés Plastiques Industriels (GPI) ".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEA INDUSTRIES
- 25 Avenue Jean Prouvé 88100 Saint-Dié-des-Vosges
- Code AIOT : 0006202460
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MEA Industries exploite une usine de plasturgie mettant en œuvre de la résine thermodurcissable constituée notamment de polyester, de fibres de verre et d'additifs minéraux.

Au titre de la législation sur les installations classées, le site est autorisé par arrêté préfectoral n° 2816/2004 du 23 novembre 2004 modifié.

Thème de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré un site propre dans son ensemble et l'absence de GPI dans les ouvrages de rejets canalisés, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les nouvelles obligations de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020 (article 83).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection précise les caractéristiques des Granulés de Plastiques Industriels (GPI) : matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm.</p> <p>L'exploitant liste trois matières premières répondant à ces critères :</p> <ul style="list-style-type: none"> • poudre de polyéthylène livrée en bigbag de 500 kg (livraison 10 t) ; • poudre de stéarate de zinc livrée en bigbag de 500 kg (livraison 13 t) ; • granulés de polystyrène livrés en octabin de 1000 kg (livraison 22 t).

<p>Les GPI sont stockés dans un hall de stockage en intérieur et sont apportés au lieu de production-transformation par chariot élévateur en passant par l'extérieur de l'usine.</p> <p>L'existence des équipements et procédures requises est traité dans les points de contrôle 2 et 3.</p> <p>Le site n'a pas fait l'objet d'inspections régulières par des organismes certifiés indépendants (cf. constat N° 4).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de Granulés de Plastiques Industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant impose à ses fournisseurs de filmer les bigbags et les octabins afin de limiter les éventrations lors du transport et de la manipulation.</p> <p>Les bigbags de poudre de polyéthylène et de stéarate de zinc sont fixés en hauteur au-dessus de préleveurs automatiques reliés à une balance qui dose le mélange des différentes matières premières.</p> <p>Les octabins de granulés de polystyrène sont déposés au sol au point d'utilisation et une canne de prélèvement est plongée directement dans l'octabin.</p> <p>Dans les deux cas, aucune opération de transvasement n'est réalisée, empêchant l'envol ou la perte de GPI aux points d'utilisation.</p> <p>A l'intérieur de l'usine, au lieu de stockage et de transformation, aucun regard d'évacuation au sol n'est présent.</p> <p>En extérieur, lieu de passage des chariots élévateurs pour transférer les GPI du hall de stockage vers les lieux de production dans l'usine, les avaloirs des eaux pluviales ne sont pas équipés de grilles spécifiques de récupération de GPI en cas de déversement accidentel.</p> <p>L'exploitant dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une balayeuse industrielle pour l'intérieur passée une fois par semaine ; • d'une balayeuse industrielle pour l'extérieur passée une fois par semaine ; • d'aspirateurs utilisés au quotidien ; • de 2 kits antipollution (dont une plaque d'obturation d'avaloir). <p>L'inspection ne constate pas la présence de GPI sur les 2 points de rejets des eaux pluviales.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
La zone de circulation des chariots élévateurs en extérieur où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement doit être associée à des dispositifs de confinement et de récupération.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les opérateurs sont sensibilisés aux risques liés aux matières premières stockées et utilisées sur le site et à l'importance du maintien d'un site propre.</p> <p>Toutefois l'exploitant n'est pas en mesure de présenter des procédures prévenant la dispersion de GPI dans l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit rédiger et mettre en œuvre les procédures prévenant la dispersion de GPI dans l'environnement.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de Granulés de Plastiques Industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par « inspections régulières », les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (« European Cooperation for Accreditation », ou « EA »), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 « Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management » ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a réalisé aucun audit des procédures mentionnées à l'article D. 541-362.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser l'audit des procédures par un organisme certificateur habilité et mettre à disposition du public une synthèse du rapport d'audit sur son site internet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois